

COLLECTIF AADL (2003-2004-2005) :**«Régularisez-nous avant d'ouvrir de nouvelles inscriptions»**

Les souscripteurs aux programmes AADL 2003, 2004 et 2005 ont saisi par écrit le président de la République, et ne comprennent pas pourquoi le ministre de l'Habitat parle de l'ouverture imminente de nouvelles inscriptions alors que leurs cas demeurent à la traîne depuis dix ans.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)

Dans une lettre ouverte adressée au premier magistrat du pays, le collectif AADL (2003-2004-2005) dénonce le désengagement du ministère de l'Habitat et néanmoins de la direction de l'AADL.

«Un grand espoir nous a envahis le jour où l'Etat avait décidé de relancer le programme location-vente initié en 2001, avec la mise en place en décembre

2012, d'un système informatique et d'un fichier national qui puissent donner aux citoyens, un droit d'acquérir un logement dans les délais qui lui sont impartis et selon l'ordre chronologique des demandes de logements», est-il noté dans la lettre en question.

Mais la déception n'a pas tardé à gagner ces derniers lorsqu'un mois après l'actualisation des dossiers

des souscripteurs de l'année 2002, leurs listes n'ont pas été affichées.

«Le DG de l'AADL qui a eu l'amabilité de nous recevoir nous avait bel et bien confirmé que l'actualisation de nos dossiers n'est pas à l'ordre du jour et qu'il n'a reçu aucune instruction pour les prendre en charge», est-il souligné.

Pourtant, poursuivent-ils, «lors des différentes sorties médiatiques du ministre de l'Habitat et du DG de l'AADL, toutes les assurances et garanties ont été données quant à la priorité de régulariser toutes les anciennes souscriptions de 2001 à 2005

déclarées éligibles par la commission de logements par le passé, tout en commençant par les années 2001 et 2002».

Enfin, ce qui semble le plus grave aux yeux de ce collectif, c'est qu'au moment où aucune information n'a filtré ni même aucune démarche n'a été engagée en faveur des souscripteurs (2003-2004-2005), le ministre de l'Habitat parle dans les colonnes de la presse de l'ouverture imminente de nouvelles inscriptions à la formule location-vente, soit après le mois de Ramadhan.

M. M.



Photo : NewPress

Grande déception du collectif.

CHANGEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ**20 000 commerces concernés, selon l'UGCAA**

Le changement temporaire d'activité commerciale est interdit par la loi. Pourtant, ils sont nombreux à tourner enseignes durant le mois de Ramadhan, animés par le désir d'amasser gros.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir)

Vendeurs de zlabia, de cherbet (boissons), de feuilles de boureks, de gâteaux, de petits pains, d'articles scolaires, de fruits et légumes ou de produits alimentaires, le choix du produit à commercialiser se décide d'après la saison. Les commerçants sont nombreux à changer d'activité pour «se conformer à la saison en proposant les produits les plus prisés».

Pourtant aux yeux de la loi, cette pratique est interdite. Le commerçant doit présenter une demande au Centre national du registre du commerce (CNRC) et attendre une autorisation pour

changer ou ajouter une activité supplémentaire à son activité initiale.

Sur le terrain, et d'après les estimations de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), le changement d'activité temporaire touche entre 15 000 et 20 000 commerçants sur le territoire national dont trois quarts sont des commerçants informels.

Un commerce «à la demande» qui, selon le porte-parole de l'UGCAA, échappe à tout contrôle. Absences de règles d'hygiène, non-respect de la chaîne de froid et des conditions de conservation, ces produits issus de l'in-



Photo : NewPress

Le changement d'activité temporaire touche 20 000 commerçants.

formel sont la source de plus de 90% des produits périmés. En dehors du danger de cette pratique sur le consommateur, l'UGCAA estime que le changement illégal d'activité commercia-

le ne permet pas aux institutions concernées d'établir des statistiques et d'avoir des chiffres sur l'activité commerciale en Algérie pour tracer des programmes dans le secteur. Les directions

du commerce font la chasse depuis le début du mois de Ramadhan à ce phénomène. Cependant, ne sont sanctionnés que les commerçants qui possèdent un registre du commerce et qui travaillent dans l'illégalité.

Les autres, ceux qui exercent dans l'informel et qui n'hésitent pas à se convertir en commerçants uniquement pendant le mois de Ramadhan, relèvent des collectivités locales.

D'ailleurs, le directeur du commerce de la wilaya d'Alger qui s'est déjà exprimé sur le travail illicite qui fleurit notamment durant ce mois a déclaré avoir proposé au wali d'Alger de prendre des mesures d'urgence à l'encontre de ces personnes à qui il a proposé d'entrer dans la légalité.

S. A.

HÉPATITES ET MALADIES DU FOIE**La prévention est primordiale selon le professeur Debzi**

Le professeur Debzi Nabil, spécialiste, en hépatologie au service gastrologie au CHU Mustapha-Pacha a rappelé hier, l'importance de la prévention s'agissant des hépatites et des maladies du foie en vue d'éviter les complications de la maladie.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour le professeur qui intervenait hier dans le cadre du forum DK News, le dépistage systématique pour les personnes à risque, et ce, surtout s'il y a un cas dans la famille, est important. «Ceci d'autant que ce sont des maladies silencieuses pour lesquelles les symptômes n'apparaissent que lorsque la maladie est avancée et se complique. Nous ciblons ainsi l'éducation thérapeutique en vue d'accentuer la prévention, ceci notamment à travers les



Debzi Nabil.

associations de malades», a expliqué le spécialiste. Il mettra aussi l'accent sur le fait que l'hémodialyse constitue un risque important et actuellement, il existe un dialysé sur quatre qui a contracté l'hépatite.

L'intervenant notera aussi la non-dispo-

nibilité actuellement de la trithérapie pour l'hépatite en raison des problèmes d'acheminement occasionnés par des lenteurs administratives. «J'ai honte de dire à mes patients qu'ils ne seront traités qu'en 2014. Mais il y a une liste d'attente en raison de la lenteur dans la réception des médicaments, a déclaré le professeur. Il expliquera aussi qu'il y a cinq virus et ceux qui posent problème, se sont le B et le C qui peuvent aller à la chronicité et donc à la cirrhose et au cancer du foie.

Depuis le 1^{er} janvier 2003, le vaccin contre l'hépatite B existe et est systématique pour tous les enfants. Pour ce virus, selon l'intervenant, pour l'Algérie il y a une moyenne de la prévalence qui est similaire à celle des pays du Bassin méditerranéen. La situation de la prévalence est à 2,15%. Mais pour le sud du pays toutefois,

il n'y a pas de statistique en dépit des frontières qui accentuent le risque vu que le virus peut provenir des pays africains à forte prévalence. Par ailleurs, pour le virus C il n'y a pas de vaccin, mais il y a un traitement efficace, a rappelé l'intervenant. Il dira aussi que les médicaments actuels guérissent un malade sur deux et en 2017, la pathologie disparaîtra complètement. 0,20 à 0,40% est la prévalence de cette hépatite. Ce sont toutefois les statistiques données par l'Agence nationale du sang et ne sont donc pas représentatives de la situation réelle, selon le professeur.

Le spécialiste souligne aussi le fait que le service d'hépatologie du CHU Mustapha est le premier sur le territoire national pour cette nouvelle spécialité.

F-Z. B.